

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2019/202369]

## 5 MAI 2019. — Loi améliorant l'indemnisation des victimes de l'amiante

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** à l'article 113 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots "et/ou d'accompagnement des victimes" sont insérés entre les mots "de prévention" et les mots "et d'études académiques";

2° à l'alinéa 4, le mot "maximum" et les mots "par un arrêté délibéré en Conseil des ministres" sont abrogés;

3° entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5 est inséré l'alinéa suivant :

"Un montant supérieur à la limite portée à l'alinéa 4, peut être attribué annuellement à ces projets, sur la proposition du Comité de gestion des maladies professionnelles, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres."

**Art. 3.** À l'article 118 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 4° et 5°, suivants :

"4° de cancer du larynx provoqué par l'amiante;

5° de cancer du poumon provoqué par l'amiante;";

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

"En ce qui concerne les maladies visées aux points 4° et 5°, l'intervention du Fonds amiante suppose une exposition à l'amiante équivalente à celle qui est exigée pour la reconnaissance de ces affections en tant que maladies professionnelles."

**Art. 4.** À l'article 120 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"L'intervention consiste en une rente mensuelle forfaitaire due à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois au cours duquel l'existence de la maladie reconnue a été objectivée. Toutefois, l'indemnisation ne peut débuter, au plus tôt, que le 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>ème</sup> mois précédent celui au cours duquel la demande a été introduite."

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, est inséré l'alinéa suivant :

"Dans les conditions et suivant les critères déterminés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la rente mensuelle forfaitaire pour les maladies visées à l'article 118, 2°, 3°, 4° et 5°, est réduite de manière inversement proportionnelle au dommage subi."

3° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

"Lorsqu'il s'agit d'une maladie visée à l'article 118, 1°, il est versé, le mois suivant la décision positive, un capital de 10 000 euros."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2019/202369]

## 5 MEI 2019. — Wet tot verbetering van de schadeloosstelling voor asbestslachtoffers

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 113 van de programmawet (I) van 27 december 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden "preventieprojecten en projecten van academisch onderzoek" vervangen door de woorden "preventieprojecten en/of projecten ter begeleiding van de slachtoffers, alsook projecten van academisch onderzoek";

2° in het vierde lid worden het woord "maximum" en de woorden ", bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad" weggelaten;

3° tussen het vierde en het vijfde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

"Op voorstel van het Beheerscomité voor de beroepsziekten kan aan deze projecten jaarlijks meer worden besteed dan het in het vierde lid bedoelde bedrag, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad."

**Art. 3.** In artikel 118 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met een 4° en een 5°, luidende :

"4° larynxkanker veroorzaakt door asbest;

5° longkanker veroorzaakt door asbest.";

2° dit artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Aangaande de in 4° en 5°, bedoelde ziekten wordt met het oog op de tegemoetkoming van het Asbestfonds verondersteld dat het slachtoffer op gelijkaardige wijze aan asbest werd blootgesteld als vereist voor de erkenning van deze aandoeningen als beroepsziekten."

**Art. 4.** In artikel 120 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"De tegemoetkoming is een maandelijks forfaitaire rente die verschuldigd is vanaf de eerste dag van de maand waarin het bestaan van de erkende ziekte werd geobjectiveerd. De schadeloosstelling kan evenwel niet eerder van start gaan dan de eerste dag van de vierde maand die voorafgaat aan de maand waarin de aanvraag werd ingediend."

2° in paragraaf 1 wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

"Onder de voorwaarden en volgens de criteria die de Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wordt de maandelijks forfaitaire rente voor de in artikel 118, 2°, 3°, 4° en 5°, bedoelde ziekten omgekeerd evenredig met de geleden schade verminderd."

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"In geval van een in artikel 118, 1°, bedoelde ziekte wordt de maand volgend op de positieve beslissing een kapitaal van 10 000 euro gestort."

4° un paragraphe 3 est inséré, rédigé comme suit :

“ § 3. Si la victime meurt des suites de la maladie visée à l'article 118, le Fonds amiante verse une indemnité pour frais funéraires équivalente aux frais réellement supportés, plafonnés à 1000,00 euros, à la personne qui a pris en charge ces frais, pour autant qu'aucune indemnité n'ait été accordée à ce titre en vertu des lois relatives à la prévention des dommages résultant des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, ou de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.”;

5° dans le § 3 actuel qui devient le § 4, les mots “prévues aux § § 1<sup>er</sup> et 2” sont remplacés par les mots “prévues aux § § 1<sup>er</sup>, 2 et 3”.

**Art. 5.** Dans l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 121, alinéa 2 de la même loi, les mots “de l'article 118, 2° et 3°” sont remplacés par les mots “de l'article 118, °, 3°, 4° et 5°”.

**Art. 6.** À l'article 125 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots “à l'article 118, 2° et 3°” sont remplacés par les mots “à l'article 118”;

2° l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

“ § 5. Dans les hypothèses où une action en responsabilité civile est ouverte à la victime en vertu des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'action en réparation du préjudice résultant des lésions corporelles ou du décès se prescrit par cinq ans à compter du jour suivant celui où la victime a eu connaissance du préjudice et de la personne qui en est responsable.”.

**Art. 7.** À l'article I.4-92 de l'arrêté royal du 28 avril 2017 établissant le livre Ier Principes généraux du code du bien-être au travail, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. Lorsqu'il existe, pour un travailleur, un dossier médical dans une autre entreprise, le conseiller en prévention-médecin du travail demande, moyennant le consentement du travailleur concerné, au département ou à la section chargée de la surveillance médicale dans cette autre entreprise, le transfert des données visées à l'article I.4-85, § 1<sup>er</sup>, a), b) et d).”;

2° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

“ § 5. Lorsque le travailleur quitte l'entreprise, notamment à la fin du contrat de travail ou au moment du départ à la retraite, le conseiller en prévention-médecin du travail transmet, moyennant le consentement du travailleur concerné, les données visées à l'article I.4-85, § 1<sup>er</sup>, a), b) et d) au médecin qui conserve le dossier médical global du travailleur ou à un médecin désigné par le travailleur.”.

**Art. 8.** Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article I.4-95 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

“ § 1<sup>er</sup>. Le conseiller en prévention-médecin du travail qui, lors d'un contact avec le travailleur dans le cadre de la surveillance de la santé, fait des constatations dont il estime que le médecin du travailleur intéressé doit être informé, contacte, à la demande ou avec l'accord du travailleur intéressé, le médecin traitant ou un autre médecin désigné par le travailleur, et lui fournit au moins les données visées à l'article I.4-85, § 1<sup>er</sup>, a), b) et d).”.

**Art. 9.** Le Roi peut modifier, abroger ou remplacer les dispositions visées aux articles 7 et 8.

**Art. 10.** Un nouveau délai de prescription de cinq ans commence à courir le jour qui suit celui de l'entrée en vigueur de la présente loi pour les actions en réparation du préjudice résultant des lésions corporelles ou du décès, lorsque :

1° le fait qui a provoqué la maladie s'est produit avant l'entrée en vigueur de la présente loi;

4° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidende :

“ § 3. Indien het slachtoffer overlijdt ingevolge de in artikel 118 bedoelde ziekte, keert het Asbestfonds een vergoeding voor begrafeniskosten uit die overeenkomt met de werkelijke kosten, met een maximum van 1 000,00 euro, aan de persoon die deze heeft gedragen, op voorwaarde dat geen enkele vergoeding als dusdanig werd toegekend krachtens de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, noch krachtens de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.”;

5° in de huidige derde paragraaf die de vierde paragraaf 4 wordt, worden de woorden “De in § § 1 en 2 voorziene tegemoetkomingen” vervangen door de woorden “De in de § § 1, 2 en 3 bedoelde tegemoetkomingen”.

**Art. 5.** In artikel 121, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden “artikel 118, 2° en 3°” vervangen door de woorden “artikel 118, 2°, 3°, 4° en 5°”.

**Art. 6.** In artikel 125 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden “artikel 118, 1° en 2°” vervangen door de woorden “artikel 118”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

“ § 5. In de gevallen waarin voor het slachtoffer, op grond van de § § 1<sup>er</sup> en 2, een burgerlijke-aansprakelijkheidsvordering openstaat, verjaart de vordering tot vergoeding van de schade door letsel of overlijden door het verstrijken van vijf jaren te rekenen van de dag volgend op die waarop het slachtoffer zowel met de schade als met de daarvoor aansprakelijke persoon bekend is geworden.”.

**Art. 7.** In artikel I.4-92 van het koninklijk besluit van 28 april 2017 tot vaststelling van boek I Algemene beginselen van de codex over het welzijn op het werk, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt :

“ § 2. Wanneer voor een werknemer een gezondheidsdossier bestaat in een andere onderneming, vraagt de preventieadviseur-arbeidsarts mits toestemming van de betrokken werknemer aan het departement of aan de afdeling die bij die andere onderneming met het medisch toezicht is belast, om de in artikel I.4-85, § 1, a), b) en d) bedoelde gegevens over te dragen.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

“ § 5. Wanneer de werknemer de onderneming verlaat, inzonderheid bij uitdiensttreding of pensionering, maakt de preventieadviseur-arbeidsarts de gegevens bedoeld in artikel I.4-85, § 1, a), b) en d) mits toestemming van de betrokken werknemer over aan de arts die het globaal medisch dossier van de werknemer bewaart, of aan een door de werknemer aangewezen arts.”.

**Art. 8.** Paragraaf 1 van artikel I.4-95 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

“ § 1. De preventieadviseur-arbeidsarts die naar aanleiding van een contact met de werknemer in het kader van het gezondheidstoezicht vaststellingen doet waarvan hij meent dat de arts van de betrokken werknemer daarvan op de hoogte moet worden gebracht, contacteert op verzoek van of met toestemming van de betrokken werknemer, de behandelend arts of een andere door de werknemer aangewezen arts, en bezorgt hem minstens de gegevens bedoeld in artikel I.4-85, § 1, a), b) en d).”.

**Art. 9.** De koning kan de in de artikelen 7 en 8 vermelde bepalingen wijzigen, opheffen of vervangen.

**Art. 10.** Een nieuwe verjaringstermijn van vijf jaar begint te lopen vanaf de dag volgend op die waarop de onderhavige wet in werking treedt voor de rechtsovereenkomsten tot vergoeding van schade voortvloeiend uit lichamelijke letsels of het overlijden, indien :

1° het feit waardoor de ziekte is veroorzaakt, zich heeft voorgedaan voor de inwerkingtreding van deze wet;

2° la personne responsable a intentionnellement, comme défini par l'article 125, § 2, alinéa 2, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, provoqué la maladie;

et 3° que la victime et ses ayants droit ont eu connaissance avant l'entrée en vigueur de la présente loi du préjudice résultant des lésions corporelles ou du décès, mais dont l'action en réparation de ce préjudice était déjà prescrit avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :  
La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK  
Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))  
Documents : K54-2002  
Compte rendu intégral : 19 avril 2019.

2° de aansprakelijke persoon de ziekte opzettelijk, zoals omschreven door artikel 125, § 2, tweede lid van de programmawet (I) van 27 december 2006, heeft veroorzaakt,

en 3° het slachtoffer en zijn rechthebbenden vóór de inwerkingtreding van deze wet kennis hebben gekregen van de schade voortvloeiend uit lichamelijk letsel of het overlijden, maar hun rechtsvoering tot vergoeding van deze schade op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet reeds was verjaard.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, 5 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,  
M. DE BLOCK  
Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))  
Stukken : K54-2002  
Integraal verslag : 19 april 2019. Note

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2019/12202]

2 MAI 2019. — Loi portant dispositions diverses  
en matière d'économie (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code de droit économique*

Section 1<sup>re</sup>. — Modifications du livre I<sup>er</sup> du Code de droit économique

**Art. 2.** Dans l'article I.9 du Code de droit économique, modifié par la loi du 26 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le texte néerlandais du 4°, le mot "conformiteitsbeoordeling-sinstantie" est remplacé par le mot "conformiteitsbeoordelingsinstelling";

b) le 5° est abrogé;

c) dans le texte néerlandais du 7°, les mots "Instelling voor de conformiteitsbeoordeling" sont remplacés par le mot "Conformiteitsbeoordelingsinstelling".

Section 2. — Modification du livre II du Code de droit économique

**Art. 3.** Dans le texte néerlandais de l'article II.5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 18 avril 2017, les mots "maar volstaat een kennisgeving aan deze adviesorganen" sont remplacés par les mots "maar zullen deze besluiten ter kennis worden gebracht van deze adviesorganen".

Section 3. — Modifications du livre VI du Code de droit économique

**Art. 4.** L'article VI.7/1 du même Code, inséré par la loi du 15 mai 2014 et modifié par la loi du 18 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit:

"Art. VI.7/1. § 1<sup>er</sup>. Toute entreprise arrondit le montant total que le consommateur paye en espèces au multiple de cinq cents le plus proche.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2019/12202]

2 MEI 2019. — Wet houdende diverse bepalingen  
inzake economie (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht*

*Afdeling 1.* — Wijzigingen van boek I  
van het Wetboek van economisch recht

**Art. 2.** In artikel I.9 van het Wetboek van economisch recht, gewijzigd bij de wet van 26 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de bepaling onder 4° wordt het woord "conformiteitsbeoordelingsinstantie" vervangen door het woord "conformiteitsbeoordelingsinstelling";

b) de bepaling onder 5° wordt opgeheven;

c) in de bepaling onder 7°, worden de woorden "Instelling voor de conformiteitsbeoordeling" vervangen door het woord "Conformiteitsbeoordelingsinstelling".

*Afdeling 2.* — Wijziging van boek II  
van het Wetboek van economisch recht

**Art. 3.** In artikel II.5, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 april 2017, worden de woorden "maar volstaat een kennisgeving aan deze adviesorganen" vervangen door de woorden "maar zullen deze besluiten ter kennis worden gebracht van deze adviesorganen".

*Afdeling 3.* — Wijzigingen van boek VI  
van het Wetboek van economisch recht

**Art. 4.** Artikel VI.7/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. VI.7/1. § 1. Elke onderneming rondt het totaalbedrag dat de consument in specien betaalt, af naar het dichtstbijzijnde veelvoud van vijf cent.